



Compte- rendu

Conseil
d'Administration



Paris, mercredi 4 avril 2012



COMPTE-RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 4 AVRIL 2012

VALIDATION DU COMPTE-RENDU DU 23 NOVEMBRE 2011

Le compte-rendu du Conseil d'Administration du 23 novembre 2011 est adopté à l'unanimité.

INFORMATION SUR LA VIE DE L'ASSOCIATION

Point sur les adhérents

Sophie VALETTE, remplaçant Silvia GOBERT-KECKEIS, responsable des politiques européennes et de la vie de l'association à la MOT, présente la nouvelle carte du réseau et indique que depuis le dernier Conseil d'Administration, la MOT a validé trois nouvelles adhésions : la Métropole Nice Côte d'Azur et les Conseils généraux de l'Ain et de la Haute-Savoie, portant à 58 le nombre d'adhérents.

Michel DELEBARRE, président de la MOT, accueille Madame **Muriel MARLAND-MILITELLO**, députée des Alpes Maritimes, adjointe au maire de Nice. Elle remercie la MOT d'avoir accepté l'adhésion de la Métropole Nice Côte d'Azur et souligne le souhait de celle-ci de développer une coopération transfrontalière active, notamment avec la ville de Gênes.

Michel DELEBARRE salue également les représentants des deux autres nouveaux adhérents : M. **Guy LARMANJAT**, vice-président, délégué au tourisme et aux affaires européennes et transfrontalières du Conseil général de l'Ain et M. **Raymond MUDRY**, vice-président du Conseil Général de Haute-Savoie, délégué au développement durable, à l'aménagement du territoire, aux coopérations transfrontalières, aux affaires européennes et aux transport et déplacements.

Transformation de la MOT en Groupement d'Intérêt Public

Michel DELEBARRE rappelle que le projet de transformer la MOT en GIP, qui devrait être effectif en 2013, est un chantier important visant une plus grande stabilité pour la structure. Le GIP permettra également de définir un programme de travail de manière partenariale entre les acteurs locaux, régionaux et nationaux (procurant une meilleure articulation multi-niveaux) et de renforcer la visibilité européenne et internationale, tout en maintenant le fonctionnement actuel (équipe, budget constant, barème de cotisation inchangé). Il ajoute que cette transformation ne change pas les objectifs et activités de la MOT : il s'agit principalement d'un changement de statut juridique.

Jean PEYRONY, directeur général de la MOT, complète en indiquant que ce projet sera présenté lors de l'Assemblée générale de l'après-midi, au cours de laquelle il sera soumis au vote des adhérents. Il rappelle les étapes et le calendrier du projet.

PARTENARIAT AVEC LES MINISTRES ET MEMBRES FONDATEURS

Jean PEYRONY rappelle les partenariats menés par la MOT avec les ministères et membres fondateurs : DATAR, Caisse des Dépôts (CDC), Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration. Il ajoute que la convention triennale avec la DATAR a été signée ce jour par le président et que l'accord pour la subvention du MAEE pour l'année 2012 vient d'être notifié.

Jean PEYRONY précise que des contacts ont été pris avec d'autres ministères afin d'élargir le partenariat et de les associer au projet de GIP.

Marthe STEFFANN, représentant la CDC, souligne que l'action de la MOT est particulièrement appréciée par la CDC.

Jean-Luc FRES, représentant la DATAR, souligne les nombreuses synergies entre l'action de la DATAR et les activités de la MOT.

Reprise transfrontalière d'entreprises

Olivier DENERT, secrétaire général de la MOT, rappelle le travail mené en lien avec la Caisse des Dépôts (Direction des Affaires européennes et internationales) sur ce sujet : organisation d'une démarche pilote visant à développer un dispositif d'accompagnement pour faciliter la reprise transfrontalière d'entreprises sur la frontière franco-allemande (avec l'Eurodistrict SaarMoselle comme site pilote). Un premier séminaire s'est tenu à Sarrebruck le 13 décembre 2011. Il a notamment permis de dresser un état des lieux et de définir les conditions de l'accompagnement des entrepreneurs. Le problème principal identifié a été celui de la coordination des initiatives. Un second séminaire portant sur les aspects liés à la « transaction » sera organisé en juin.

COMMUNICATION ET ANIMATION DU RESEAU

Communication

Domitille AYRAL, en charge de la communication et la documentation à la MOT, rappelle les dernières publications, notamment les newsletters mensuelles envoyées à environ 6000 contacts en Europe. Elle indique que dans le cadre de la nouvelle charte graphique de la MOT développée en 2011, le « kit » de présentation complet de la MOT a été finalisé : il comprend plusieurs plaquettes françaises (présentation générale, services aux adhérents, activités européennes, structure de la MOT, etc.). Le projet actuellement mené est celui de la refonte du site Internet, qui sera mis en ligne en 2013.

Fabien QUEDE, stagiaire à la MOT, rappelle qu'un centre de documentation spécialisé sur la coopération territoriale sur les frontières françaises se met en place. Il s'organise selon trois pôles : un pôle Frontières/Territoires, un pôle Europe, un pôle Thèmes. Il devrait être opérationnel pour la fin 2012/2013. Une mise en ligne des documents électroniques et des références sera proposée dans le cadre de la refonte du site Internet. Les accès seront réservés à un public dédié : les membres du réseau et les chercheurs/étudiants (sur demande pour ces derniers). Il sera également possible de consulter la documentation papier à la MOT sur rendez-vous.

Animation du réseau

Jean PEYRONY dresse le bilan des « bons-à-tirer » 2011 et début 2012 : 12 BAT ont été réalisés depuis leur instauration. Les thèmes récurrents sont : les structurations juridiques et questions de gouvernance transfrontalière et les demandes sur des thématiques précises.

Concetta MUNDO, en charge de l'animation technique du réseau à la MOT, rappelle la tenue le 5 avril de la Plateforme des techniciens qui permettra de débattre des attentes du réseau et des événements de l'année. Parmi les événements à noter pour 2012 : le groupe de travail sur les énergies renouvelables (pilote par l'Eurodistrict Regio Pamina) en mai, la conférence européenne de la CECICN en juin, la conférence du projet TEIN (dont la MOT est partenaire associé) en juillet ; et à l'automne : un séminaire de restitution de l'étude EUROPACT (en octobre) et un séminaire sur l'observation en lien avec la FNAU et la DATAR (en novembre).

Point sur les partenariats en cours et les contacts avec les institutions européennes

≡ **Présence de la MOT aux Open Days**

Adela SPULBER, chargée de mission à la MOT, indique que la MOT prépare un atelier pour la session 2012 des Open Days. Celui-ci devrait présenter les initiatives de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, de l'Espace Mont-Blanc et d'un GECT Hongrie/Slovaquie, avec pour objectif d'échanger sur les bonnes pratiques relatives au développement territorial transfrontalier et d'étudier comment les projets de règlements 2014/2020 pourront être appliqués à partir de cas pratiques existants.

≡ **Comité des Régions : rapport sur la révision du règlement GECT**

Françoise SCHNEIDER-FRANÇAIS, responsable de l'expertise juridique à la MOT, informe que l'avis du CdR sur le règlement GECT a été adopté en session plénière le 15 février dernier.

Michel DELEBARRE précise que cette proposition, dont il était le rapporteur, va dans le bon sens et qu'il est favorable à la proposition de la Commission européenne. La position du Parlement devrait également aller dans le même sens. Face à ce consensus et étant donné que la révision ne porte pas sur des questions budgétaires pour l'UE, il souhaite que l'adoption du règlement GECT soit déconnectée des autres règlements de la politique de cohésion, afin d'accélérer le processus.

≡ **Plateforme de Budapest**

Jean RUBIO, chargé de mission « Etudes européennes et développement européen », informe de la tenue ce jour même d'une réunion des partenaires de la Plateforme de Budapest¹. Ces derniers participeront (DATAR, CESCO et Pays-Pas) à l'atelier sur la gouvernance multi-niveaux de la conférence européenne des 25 et 26 juin de la Corogne, ce qui devrait permettre d'interpeller la Commission sur la place des Etats dans la coopération transfrontalière.

≡ **CESCI (Central European Service for Cross-Border Initiatives)**

Jean RUBIO rappelle que la MOT pourrait être partenaire associé d'un projet Interreg IVB, porté par le CESCO et déposé en novembre 2011, intitulé « SECCO : Opening borders, Connecting agglomerations ».

≡ **CECICN**

Jean PEYRONY informe que les partenaires de la « Conférence des Réseaux de Villes Transfrontalières et Interrégionales Européennes » (CECICN)² ont élu un nouveau président lors d'un bureau politique le 8 mars dernier : Per Bødker Andersen, président de l'Union des villes de la Baltique, pour une durée de deux ans. Il ajoute que le document stratégique "La Coopération Territoriale favorisant l'intégration européenne : les Villes et les Régions traits d'union par-delà les frontières", élaboré par la CECICN, conjointement avec l'ARFE, sera présenté lors de la conférence de la Corogne. L'objectif de ce document, qui vient d'être envoyé au réseau de la MOT, est de mettre la Coopération territoriale européenne au cœur du débat sur les perspectives financières 2014-2020 et la mise en œuvre de la stratégie UE 2020, et de présenter des

¹ Réunissant structures au niveau national (la MOT pour la France, le CESCO pour la Hongrie, un représentant du « Grensmakelaar » pour les Pays-Bas et les communautés de travail Galice/Nord Portugal et Castille-et-Léon/Nord Portugal pour la frontière Espagne/Portugal) avec pour objectif la mise en place de stratégies transfrontalières au niveau des Etats et l'échange d'expériences au niveau technique.

² Réunissant la MOT, le Réseau Ibérique des Entités Transfrontalières, la Conférence des Villes de l'Arc Atlantique, le Forum des Villes Adriatiques et Ioniennes, MedCities et l'Union des Villes de la Baltique, visant à promouvoir la coopération transfrontalière et territoriale entre les villes dans la politique de cohésion européenne.

propositions pour ce faire. Pour finir, Jean PEYRONY présente le programme de la conférence européenne et invite chaleureusement tous les adhérents à y participer.

≡ **TEIN**

Concetta MUNDO informe de la tenue d'une conférence intitulée « The future of European Territorial Cooperation: Capacity building in cross-border territories », le 10 juillet 2012 à Bruxelles, organisée par le projet TEIN (Transfrontier Euro-Institut Network) et ses partenaires : la MOT et l'ARFE.

Prises de position de la MOT au niveau européen

Sophie VALETTE informe de la dernière prise de position de la MOT au niveau européen et qui a concerné :

- ≡ La consultation du Comité des Régions sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relative à un programme « Consommateurs » pour la période 2014/2020.

Coopération décentralisée et internationale

Concernant la coopération transfrontalière en Afrique, **Jean PEYRONY** mentionne la tenue en Ethiopie, en ce moment même, d'un séminaire de programmation des activités en matière de coopération de l'Union Africaine. L'équipe technique de la MOT ne pouvant s'y rendre du fait de ses instances, y est représentée par **Hans-Günther CLEV**, ancien directeur général de la MOT.

Muriel MARLAND-MILITELLO, députée des Alpes Maritimes, adjointe au maire de Nice, ajoute que les « Premiers Jeux de la Francophonie » seront organisés à Nice en septembre 2013 ; des débats sur les relations franco-africaines seront prévus.

Jean PEYRONY indique que le thème de la coopération décentralisée sur les questions de coopération transfrontalière intéresse les adhérents. Il rappelle que la MOT est en lien régulier avec Initiatives France-Hongrie qui travaille sur ce sujet sur les frontières hongroises. Un projet de séminaire à Oradea (à la frontière entre Roumanie et Hongrie) fin septembre sur le thème du GECT est en discussion.

ASSISTANCE ET ETUDES

DATAR

≡ **Volet transfrontalier de l'Observatoire des territoires**

Olivier DENERT rappelle le travail mené par la MOT en collaboration avec la FNAU (et neuf agences d'urbanisme locales) dans le cadre de la dernière phase de l'étude pour le volet transfrontalier de l'Observatoire des territoires de la DATAR : étude comparée et observation statistique des agglomérations transfrontalières. Fin 2011, le travail a porté sur la définition et l'harmonisation des indicateurs statistiques sur dix sites frontaliers, ayant donné lieu à la création d'une centaine de cartes. En 2012, le travail porte sur la réalisation de bases de données statistiques et sur la pérennisation de la démarche. Un séminaire sur le thème de l'observation des territoires transfrontaliers sera organisé, en novembre 2012 à Nancy, en partenariat avec la FNAU et la DATAR.

≡ **Etude sur la gouvernance transfrontalière dans le cadre du Programme d'assistance technique EUROP'ACT**

Adela SPULBER rappelle les enjeux de cette étude menée par la MOT, en lien avec la DATAR, dans le cadre de la définition de la politique transfrontalière française pour la période de programmation 2014-2020 de la Politique de cohésion.

Le projet se déroule entre août 2011 et octobre 2012 selon trois phases :

- la proposition de ressources méthodologiques sous la forme d'un diagnostic global de la gouvernance de la coopération transfrontalière aux frontières françaises,
- l'expérimentation du cadre méthodologique sur la frontière franco-italienne,
- l'élaboration du guide méthodologique final.

Plus de 60 entretiens ont été réalisés à ce jour avec les acteurs de la coopération transfrontalière aux frontières françaises (SGAR, Conseils régionaux, Conseils généraux, Villes ou intercommunalités et leurs équivalents de l'autre côté de la frontière, structures de coopération, secrétariats techniques conjoints de programmes INTERREG), dont 28 adhérents de la MOT.

Les informations obtenues lors de cette première phase ont permis de dresser un diagnostic transversal des dispositifs de gouvernance de la coopération transfrontalière, des stratégies élaborées et des financements déployés. Sur la base de ce diagnostic, ont été formulées les premières pistes de recommandation. Les conclusions de la première phase de l'étude ont été présentées lors du comité de pilotage du 16 février 2012.

La phase actuellement en cours est l'expérimentation du cadre méthodologique à la frontière franco-italienne.

L'aboutissement de la troisième phase sera à la fois le guide méthodologique et une conférence finale de restitution qui aura lieu à l'automne 2012.

PÔLE EMPLOI

Olivier DENERT présente deux autres études menées actuellement par la MOT :

- ≡ **Etude sur les flux de travailleurs frontaliers entre la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les régions Piémont et Ligurie et la Principauté de Monaco**, commandée par le Pôle emploi Provence Alpes Côte d'Azur, avec un comité de pilotage final qui a eu lieu le 28 novembre 2011 :

Ce travail, mené entre mai et septembre 2011, avait pour objet l'analyse des flux de travailleurs transfrontaliers entre les régions PACA, Ligurie et Piémont :

- diagnostic socio-économique afin d'appréhender les territoires aux différentes échelles (local, départemental/provincial et régional) ;
- évaluation du degré d'intégration transfrontalière des territoires, notamment par l'analyse de l'interpénétration résidentielle et celle des flux de travailleurs transfrontaliers ;
- comparaison des systèmes de l'emploi et de la formation français et italiens.

- ≡ **Etude sur les flux de travailleurs frontaliers entre la Champagne-Ardenne et la Wallonie, commandée par le Pôle Emploi Champagne-Ardenne**, avec un comité de pilotage final qui a eu lieu le 2 mars 2012 :

Cette étude sur la mobilité frontalière entre la France et la Belgique avait pour objectif de donner aux services de l'emploi français et wallons, la connaissance des mouvements de travailleurs entre les zones frontalières du département des Ardennes et des provinces de Hainaut, de Namur et Luxembourg, afin de définir des plans d'actions pour faciliter la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs transfrontaliers et de répondre aux besoins des entreprises. Le travail dresse également une analyse comparée des services de l'emploi de part et d'autre de la frontière.

Olivier DENERT ajoute qu'une autre étude est en cours en lien avec l'Eurodistrict de l'Espace Catalan : démarche commandée par le Conseil général des Pyrénées-Orientales et réalisée en partenariat avec l'Euro-Institut de l'Espace Catalan et l'Euro-Institut de Kehl, visant à favoriser le dialogue entre les élus du secteur (suite aux changements liés aux élections fin 2010 en Catalogne) et à animer un réseau des techniciens sur la relance du dispositif.

CALENDRIER

Jean PEYRONY présente le calendrier et les prochains événements du réseau et rappelle l'invitation à la conférence européenne de la CECICN les 25 et 26 juin 2012.

Isabelle PRIANON, Directrice du Bureau de la Coopération de l'Eurodistrict SaarMoselle, informe de la tenue d'une « Journée du transport collectif transfrontalier en SaarMoselle », le 13 juin prochain à Sarrebruck, et invite tous les membres du réseau à y participer.

Marie-Thérèse SANCHEZ-SCMID, Membre du Parlement Européen, ajoute qu'une conférence sur la coopération transfrontalière et ses instruments se tiendra à Bruxelles le 11 avril prochain.